



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Etablissement public à caractère administratif (EPA) :

Siège :

Office Française de la Biodiversité
12, Cours Louis Lumière
94300 Vincennes

Direction générale déléguée Ressources – Direction des Finances :

Service Commande Publique
5, rue Saint Thibault – Saint Benoist – 78610 AUFFARGIS
Téléphone : 01 30 46 60 00 – Télécopie : 01.30.46.60.60

OBJET DE LA CONSULTATION :

2024-56

Évaluation, suivi et conservation des algues PNMEGMP

Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009 (CCAG-PI)

Appel d'offres ouvert passé selon les articles L.2124-1, L.2124.2 R.2124-1 à R.2124.5, R.2162-1 à R.21.62-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique du 1er avril 2019

Etabli en décembre 2024

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – CONTEXTE ET OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 2 – ALLOTISSEMENT	5
ARTICLE 3 – PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ	5
ARTICLE 4 – MONTANT DU MARCHÉ	6
ARTICLE 5 – PRESTATIONS SIMILAIRES	6
ARTICLE 6 – DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION	6
<i>6-1 : DUREE DU MARCHÉ</i>	6
<i>6-2 : DELAIS D'EXECUTION</i>	6
ARTICLE 7 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
ARTICLE 8 – PRESTATIONS ATTENDUES	6
ARTICLE 9 – VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES	6
ARTICLE 10 – NOTIFICATION	7
ARTICLE 11 – DEMARRAGE DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 12 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 13 – OPERATIONS DE VERIFICATIONS	7
<i>13-1 : NATURE DES OPERATIONS</i>	7
<i>13-2 : POINT DE DEPART DU DELAI POUR LES OPERATIONS DE VERIFICATION</i>	7
<i>13-3 : DELAI DE VERIFICATION</i>	7
ARTICLE 14 – OPERATIONS DE RECEPTIONS	7
ARTICLE 15 – REMPLACEMENT DES INTERVENANTS	7
ARTICLE 16 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	8
ARTICLE 17 – PROTECTION DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE – CESSION DE DROITS	8
ARTICLE 18 – OBLIGATION DE DISCRETION ET DE CONFIDENTIALITE	10
ARTICLE 19 – PRIX	10
ARTICLE 20 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	10
<i>20-1 : MODALITES D'ETABLISSEMENT DES FACTURES</i>	10
<i>20-2 : MODALITES DE REGLEMENT</i>	11
ARTICLE 21 – PENALITES	12
<i>21-1 : PENALITES POUR RETARD D'EXECUTION</i>	12
<i>21-2 : MODALITES DE REGLEMENT</i>	12
ARTICLE 22 – OBLIGATIONS DES PARTIES	12

22-1 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE	12
➤ OBLIGATION DE RESULTAT S'AGISSANT DES LIVRABLES ET DES DELAIS	12
➤ OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL	13
22-2 : OBLIGATIONS DE L'OFB	13
ARTICLE 23 – SOUS-TRAITANCE	13
ARTICLE 24 – ASSURANCES	14
ARTICLE 25 – RESILIATION DU MARCHE	14
ARTICLE 26 – ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	14
ARTICLE 27 – DROIT ET LANGUE	14
ARTICLE 28 – REGLEMENT DES LITIGES	15
ARTICLE 29 – PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE	16
ARTICLE 30 – DEROGATION AU CCAG-PI	16

ARTICLE 1 – CONTEXTE ET OBJET DE LA CONSULTATION

L'OFB

L'OFB est un établissement public de l'État à caractère administratif, créé par la loi n°2019-773 du 24 juillet 2019 et régi par le décret n°2019-1580 du 31 décembre 2019.

L'OFB exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

L'OFB poursuit notamment des objectifs de conciliation entre la préservation de la biodiversité marine et le développement d'usages maritimes respectueux des écosystèmes. Il apporte les moyens humains, techniques et financiers aux parcs naturels marins, notamment le Parc naturel marin de l'estuaire de la Gironde et de la mer des Pertuis.

Le Parc naturel marin de l'Estuaire de la Gironde et de la mer des Pertuis (PNMEGMP)

Le [Parc naturel marin de l'estuaire de la Gironde et de la mer des Pertuis](#) (Parc) a été créé par décret n°2015-424 du 15 avril 2015. Il est le 7^e Parc naturel marin français et l'un des plus vastes de métropole : il couvre 6 500 km² d'espace marin sur la façade atlantique, s'étend sur plus de 1 100 km de côtes sur trois départements (Vendée, Charente-Maritime, Gironde) et borde 113 communes. Le Parc naturel marin présente un patrimoine naturel riche et diversifié. L'ensemble du périmètre du Parc est en site Natura 2000.

Comme tout parc naturel marin, cette aire marine protégée a pour objectif de contribuer à la connaissance et à la protection du patrimoine naturel marin ainsi qu'au développement durable des activités maritimes.

Le plan de gestion du Parc, approuvé en juin 2018, a été élaboré en concertation avec les usagers, il définit les objectifs et les principes d'actions sur cet espace. Le plan de gestion du Parc définit les éléments (enjeux) du patrimoine naturel et des activités maritimes locales pour lesquels le Parc doit assurer la préservation ou le développement durable. Le plan de gestion définit des finalités (et sous finalités) ainsi que les objectifs de résultats à long terme (15 ans). Le Parc déploie des suivis visant à évaluer l'atteinte de ces objectifs à long terme et des actions pour y parvenir (stratégie d'actions à 3 ans et programme d'action annuel).

Les activités maritimes, liées au bon fonctionnement des écosystèmes sont multiples et intenses dans le Parc. Elles présentent de forts enjeux économiques : 1^{er} bassin conchylicole européen, pêche diversifiée exploitant une ressource à forte valeur ajoutée, maillage portuaire important aux vocations diverses (commerce, plaisance, pêche et conchyliculture) et activités de loisirs multiples et très pratiquées.

Le Parc a notamment pour objectif de réduire les pressions et impacts induits par les activités anthropiques afin de concourir au maintien de l'état écologique et surfacique des habitats à enjeux majeurs de préservation.

Le Parc dispose d'un plan de gestion dynamique : <https://plan-gestion.parc-marin-gironde-pertuis.fr/>. Sur cette interface sont accessibles un ensemble de données et rapports produits sur le territoire du Parc.

Le projet EVALG 2 permettra :

- ✓ D'atteindre des finalités 9 « Maintenir le niveau de production primaire des habitats benthiques et pélagiques », 21 « Maintenir le bon état écologique des habitats rocheux littoraux et côtiers » et 39 « Exploiter durablement la biomasse marine par des biotechnologies marines compatibles avec les enjeux de préservation du milieu » de son plan de gestion.
- ✓ D'alimenter le tableau de bord du Parc.

Objet du marché

Ce marché EVALG 2 a pour objet la réalisation de 3 volets indépendants.

Volet 1 : Réaliser les suivis écologiques des communautés algues

- Réaliser les suivis écologiques sur 30 sites 1 fois par an pendant 3 ans (2025, 2026 et 2027),
- Interpréter annuellement les données,
- Produire une analyse des données (dont calcul d'indicateur) après 3 ans,
- Co-animer et participer au comité de suivi,

Volet 2 : Suivre l'évolution des algues exploitées

- Finaliser la cartographie des champs de fucales à l'échelle du Parc,
- Analyser les déclarations mensuelles de récolte,
- Proposer d'éventuelles évolutions réglementaires,

Volet 3 : Préconiser de bonnes pratiques et contribuer à l'animation du réseau thématique

- Produire un guide de bonnes pratiques,
 - Collecte d'informations complémentaires pour illustrer le guide,
 - Rédaction illustrée d'un guide,
 - Animer les discussions avec les acteurs concernés (récoltants professionnels et de loisirs),
 - Sensibiliser les ostréiculteurs et plaisanciers aux résultats et bonnes pratiques,
 - Créer et diffuser des supports de formation pour les nouveaux exploitants),
- Former à l'identification des macroalgues afin de pérenniser la communauté de travail et son articulation établie sur cette thématique à l'échelle du Parc,
- Animer la réalisation d'un argumentaire sur les fucales (intérêt écologique, évolution/régression, quelles pistes pour la conservation vis-à-vis des pratiques conchylicoles, etc.).

La description détaillée des prestations est donnée dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

ARTICLE 2 – ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti.

Conformément aux articles L.2113-10 et L.2113-11 du Code de la commande publique, compte tenu que l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

En effet, les différentes tâches s'articulent entre elles et sont interdépendantes.

ARTICLE 3 – PROCEDURE ET FORME DU MARCHE

La procédure de passation est l'appel d'offres ouvert, conformément aux articles L. 2124-1, L. 2124-2 et L. 2132-2 ainsi que R. 2113-4, R. 2124-1, R. 2124-2 1°, R. 2161-2, R. 2161-3 2°, R. 2161-4, R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché ordinaire, à prix forfaitaires.

ARTICLE 4 – MONTANT DU MARCHÉ

Le montant maximum dédié à l'opération est de 200 000 € HT, sur la période totale du marché, soit quarante (40) mois à compter de la notification.

Le montant définitif du marché sera arrêté lors de sa signature, au regard de l'offre retenue.

ARTICLE 5 – PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra passer un ou plusieurs marchés, sans publicité ni mise en concurrence préalables, ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du présent marché, dans la limite d'une durée de trois ans à compter de sa notification.

ARTICLE 6 – DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION

6-1 : Durée du marché

Le marché sera conclu pour une **durée de quarante (40) mois à compter de la date de notification**.

6-2 : Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont détaillés dans le CCTP.

ARTICLE 7 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière, la décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le mémoire technique ;
- La note de Développement durable ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de techniques de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté n°NOR : ECEM0912503A du 16 septembre 2009 ;

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (ci-après « le CCAG PI »), approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009, NOR ECEM0912514A est téléchargeable sur le site du MINEFI : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

Est réputé non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses de l'acte d'engagement, du présent C.C.A.P, du C.C.T.P ou CCAG-PI.

ARTICLE 8 – PRESTATIONS ATTENDUES

Les prestations attendues sont détaillées dans le CCTP.

ARTICLE 9 – VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

Les variantes et prestations supplémentaires éventuelles ne sont pas autorisées.

ARTICLE 10 – NOTIFICATION

Le marché est établi en un (1) original dont une copie est délivrée au titulaire lors de sa notification.

Le pouvoir adjudicateur notifie :

- soit sur son profil acheteur, par voie électronique avec accusé de réception,
- soit par lettre recommandée avec accusé de réception,
- soit sur place. Dans ce dernier cas, le titulaire signe un accusé de réception (récépissé de remise en main propre).

La date figurant soit sur l'accusé de réception, soit sur le récépissé de dépôt en main propre, porte date d'effet du présent marché.

ARTICLE 11 – DEMARRAGE DES PRESTATIONS

Les prestations démarreront selon le calendrier prévisionnel indiqué au CCTP et détaillé dans le mémoire technique du titulaire du marché.

ARTICLE 12 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire s'engage sur les exigences et spécifications décrites et détaillées au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

ARTICLE 13 – OPERATIONS DE VERIFICATIONS

Les opérations de vérification s'effectuent selon les modalités du chapitre 6 du CCAG de référence.

13-1 : Nature des opérations

Les opérations de vérification ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

13-2 : Point de départ du délai pour les opérations de vérification

Le point de départ du délai est la date de remise des livrables par le titulaire en version finale ou de livraison des prestations au pouvoir adjudicateur.

Ce délai, débutant à la date de remise des livrables en version finale pour la phase concernée, ne constitue pas un obstacle au démarrage des phases suivantes.

13-3 : Délai de vérification

Le pouvoir adjudicateur procédera aux vérifications et notifiera sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet, conformément à l'article 26.2 du CCAG-PI.

ARTICLE 14 – OPERATIONS DE RECEPTIONS

Les opérations de réception s'effectuent conformément à l'article 27 du CCAG-PI.

ARTICLE 15 – REMPLACEMENT DES INTERVENANTS

La bonne exécution des prestations est placée sous la responsabilité du titulaire.

Le titulaire du marché présente dans son offre le(s) référent(s) et l'équipe avec laquelle il exécutera les prestations du marché.

Si le(s) référent(s), nommément désignés, ne sont plus en mesure d'accomplir leur tâche, le titulaire doit :

- En aviser, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai de vingt jours calendaires (par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI) à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné ci-dessus.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de vingt jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent.

Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un nouveau délai de vingt jours pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur doit être motivée.

Les avis, propositions et décisions du pouvoir adjudicateur sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.1 du CCAG-PI.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié.

ARTICLE 16 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le Règlement général sur la protection des données (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978, régulièrement modifiée le 28 juin 2018, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

ARTICLE 17 – PROTECTION DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE – CESSIION DE DROITS

Les articles A.25 et B.25 du CCAG-PI seront applicables.

Le titulaire du marché cède, à titre exclusif et définitif, l'intégralité des droits et titres de toute nature afférents aux résultats permettant à l'OFB de les exploiter librement dans le cadre de l'exécution du présent marché.

L'OFB et le prestataire partageront sur un plan d'égalité le crédit moral des actions menées.

Les livrables sont destinés pour les missions actuelles et à venir du pouvoir adjudicateur.

Au titre de cette cession, le titulaire du marché cède à l'OFB, à titre exclusif et définitif, et pour toute la durée de protection des livrables par les droits de la propriété littéraire et artistique, tant pour la France que pour l'étranger :

- Son droit de reproduction sur les livrables, sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports actuels ou futurs y compris pour les supports non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché, en vue d'une exploitation notamment à titre commerciale ;
- Son droit de représentation sur les livrables, qui comporte le droit de communication au public et de mise à disposition du public des livrables, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés y compris non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché, en vue d'une exploitation notamment à titre commercial ;
- Son droit d'adaptation, d'arrangement, de correction, de traduction, d'incorporation sur les livrables du marché ;
- Son droit d'usage sur les livrables du marché ;

- Son droit de distribuer et de commercialiser les livrables du marché.

Le transfert des droits sur un livrable se fait à compter de la réception du livrable par l'OFB et du complet paiement de la prestation correspondante.

En conséquence, l'OFB se trouve, à compter de cette date, seul titulaire de tous les droits, actions et privilèges du titulaire du marché sur les livrables.

Les fichiers d'installation et la documentation nécessaires à la mise en œuvre des droits sur les livrables sont livrés sur support exploitable.

Aux termes de cette cession, le titulaire du marché ne dispose plus d'aucun droit patrimonial sur les livrables, cette cession ne peut être interprétée comme une cession partielle des droits de propriété littéraire et artistique.

A ce titre, l'OFB peut en toute indépendance, exploiter les livrables, ainsi que toute adaptation ou modification qu'il réaliserait et notamment par voie de cession ou de concession, à son seul profit et sans devoir aucune redevance au titulaire du marché.

En cas de cessation du marché avant son terme pour quelle que cause que ce soit, l'OFB conserve la propriété intellectuelle des seuls livrables, qui au jour de la cessation du contrat ont été réceptionnés par l'OFB et dont le paiement a été réalisé ou est en cours de réalisation.

Le titulaire du marché garantit, à compter de la cession du livrable, l'OFB contre son fait personnel et le fait des tiers. A ce titre, le titulaire du marché garantit :

- Qu'il a respecté et respectera les droits de propriété intellectuelle des tiers, notamment les droits d'auteur, les droits sur les dessins et modèles, ainsi que les droits sur les brevets et sur les marques ;
- Qu'il dispose de tous les droits de propriété intellectuelle permettant la présente cession, qu'il en est le seul titulaire et qu'à ce titre il peut librement consentir à la cession. Si les livrables cédés incorporent des éléments dont les droits de propriété intellectuelle appartiennent à des tiers tel que notamment des illustrations, des dessins, des photographies, le titulaire du marché devra soit faire l'acquisition auprès desdits tiers, nécessaires à couvrir le périmètre de la cession sus visée au bénéfice de l'OFB, soit obtenir de ces tiers qu'ils cèdent lesdits droits à l'OFB. A ce titre, il demeure notamment seul responsable à l'égard de ses salariés et des tiers intervenants pour son compte, et s'engage à faire le nécessaire pour qu'une telle cession soit faite dans le respect de leurs droits ;
- Que les livrables ne sont pas une contrefaçon d'une œuvre préexistante, de quelque nature que ce soit.

Dans ces conditions, le titulaire du marché garantit l'OFB contre toute action en contrefaçon qui serait engagée à son encontre de la part de toute personne invoquant un droit de propriété intellectuelle pourtant sur un des livrables et plus généralement sur l'une de ses prestations, contre toute action en concurrence déloyale ou parasitisme, sans faute de la part de l'OFB et dont le fait générateur serait constitué par les livrables ou l'une des prestations du titulaire du marché.

Le titulaire s'engage :

- À apporter à l'OFB toute l'assistance nécessaire à ses frais ;
- À prendre en charge tous dommages-intérêts auxquels pourrait être condamné l'OFB par une décision de justice devenue définitive sur le fondement de la contrefaçon, de la concurrence déloyale ou du parasitisme du fait de l'exploitation des livrables. La garantie ne concerne pas les modifications ou adaptations apportées aux livrables par l'OFB, si l'action trouve son fondement dans une modification ou une adaptation ;
- À son choix, soit à modifier ou à remplacer les éléments objet du litige ou à rembourser les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

ARTICLE 18 – OBLIGATION DE DISCRETION ET DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à conserver confidentielles, en toutes circonstances et quelle qu'en soit la cause, les informations qui lui sont communiquées dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Afin d'assurer la protection des informations confidentielles, chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires.

Aucune information, concernant l'exécution du marché ne peut être communiquée à des tiers, notamment à des cabinets d'étude de marché et instituts de sondage.

Le titulaire et son personnel sont tenus de respecter les obligations de discrétion, de sécurité et de secret.

Le titulaire prend toutes les mesures propres à assurer la protection et la confidentialité des informations qu'il détient ou qu'il traite dans le respect des dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Ces informations peuvent donner lieu à l'exercice du droit individuel d'accès et de rectification auprès du titulaire.

Le titulaire n'est en aucun cas autorisé à les reproduire ou les diffuser en dehors du cadre de la prestation. Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable du directeur général de l'OFB.

Cette clause s'applique également à l'ensemble du personnel du titulaire. Il demeure tenu par cet engagement au-delà de la remise des prestations.

Conformément à l'article 5.1.2 du CCAG-PI, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le pouvoir adjudicateur à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées au titre de l'article 1242 du code civil.

ARTICLE 19 – PRIX

Les prix du marché sont ceux définis dans l'annexe financière au CCTP, la décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF).

Le présent marché est traité à prix forfaitaires.

Les prix sont fermes, définitifs et non révisables. Ils s'entendent pour la durée du marché.

Les prix sont réputés comprendre tous les coûts liés à l'exécution des prestations, toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, tous les frais afférents aux réunions, aux déplacements ainsi que toutes les dépenses nécessaires à la préparation et à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires soit tous les frais listés à l'article 10.1.3 du CCAG-PI ainsi que le prix de la cession des droits mentionnés à l'article 17 du présent CCAP.

ARTICLE 20 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

20-1: Modalités d'établissement des factures

Une fois chaque prestation admise, le prestataire adressera sa facture munie des mentions nécessaires.

Le titulaire pourra prétendre au bénéfice d'une avance de 15% lors de la notification du marché.

Les acomptes seront détaillés dans l'Acte d'Engagement.

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom et adresse du créancier ;
- le **numéro du compte bancaire ou postal** tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- la **référence du marché** correspondant à l'engagement juridique concerné ;
- la désignation des prestations exécutées ;
- le prix forfaitaire des prestations facturées ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total HT et TTC des prestations facturées ;
- la date de facturation
- le numéro de la facture.

Les factures et autres demandes de paiement seront adressées sous format dématérialisé et devront parvenir **exclusivement** via le **portail de facturation dédié « Chorus Pro »** du Ministère des Finances à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

En veillant à bien préciser :

- **Le numéro du marché au titre duquel une demande de paiement est adressée (le numéro d'engagement à renseigner doit correspondre au numéro du marché) ;**
- **Le numéro de SIRET de l'OFB, afin d'identifier l'OFB comme destinataire de votre facturation : 130 025 919 000 15.**
- **Les factures devront obligatoirement comporter les références suivantes : STB**

Outre les mentions légales, la facture devra faire apparaître la mention suivante :

Marché n°2024-56

« Évaluation, suivi et conservation des algues PNMEGMP »

Une information complète sur la dématérialisation des factures est également disponible à la même adresse sur le site Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'original et les duplicatas devront être adressés au :

OFB Site de Vincennes 'Le Nadar' Hall C
Service Finances 12, cours Louis Lumière - 94300 Vincennes

Le paiement après service fait est la règle. Le délai de paiement est de 30 jours après réception de la facture (ou après réception des fournitures ou services, postérieure à la facture).

Les versements feront l'objet d'une facturation portant TVA conformément à la réglementation en vigueur. Les factures seront à déposer sur le portail Chorus Pro.

20-2 : Modalités de règlement

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Les sommes dues seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures et à l'issue de la réalisation de la prestation.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en, vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le retard de paiement donne lieu de plein droit et sans autre formalité au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40€.

ARTICLE 21 – PENALITES

21-1: Pénalités pour retard d'exécution

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure et par décision expresse du pouvoir adjudicateur, le lendemain du jour où les délais contractuels d'exécution des prestations prévus au marché ou de remise des livrables sont expirés.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI :

$$P = V * R / 300$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable

R = le nombre de jours de retard

Les pénalités visées ci-dessus sont cumulables et plafonnées à 20 % du montant total servant de base au calcul des pénalités.

21-2: Modalités de règlement

En application de l'article L.8222-6 du Code du Travail, l'Office Français pour la Biodiversité, informé par écrit par un agent de contrôle, de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L.8221-5 du Code du travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail, le titulaire du marché ainsi mis en demeure apporte au Pouvoir Adjudicateur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut, le marché peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire au titre de la responsabilité pour faute conformément à l'article 32.1.a du CCAG-PI.

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du Travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le Pouvoir Adjudicateur applique une pénalité selon les 2 limites suivantes :

- Le montant de la pénalité correspond à 10% du montant H.T du prix global et forfaitaire ;
- Le montant de cette pénalité ne peut excéder celui des amendes encourues en application de l'article L. 8224-1, L. 8824-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

ARTICLE 22 – OBLIGATIONS DES PARTIES

22-1: Obligations du titulaire

➤ OBLIGATION DE RESULTAT S'AGISSANT DES LIVRABLES ET DES DELAIS

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat dans l'exécution des prestations qui font l'objet du marché.

Cette obligation porte notamment sur les différentes prestations et les délais d'exécution des prestations définis dans le marché.

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations dans les conditions détaillées par le CCTP.

Dans le cas où il serait établi que le titulaire n'a pas correctement exécuté les prestations demandées, il prend à sa charge leur régularisation.

➤ *OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL*

Le titulaire s'engage à informer l'OFB de manière régulière de l'exécution des prestations.

Le titulaire est le maître d'œuvre de l'ensemble des prestations à fournir. Il lui appartient, notamment, de conseiller l'OFB, pendant toute la durée d'exécution du marché, de les avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

22-2 : Obligations de l'OFB

Dès la notification d'un marché, et pour permettre à l'équipe du titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, l'OFB s'engage à :

- mettre à la disposition du titulaire les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa mission ;
- désigner un représentant chargé de suivre les prestations et de coordonner ses relations avec le titulaire. En cas de défaillance de l'interlocuteur, l'OFB s'engage à pourvoir à son remplacement dans les meilleurs délais. Le chef de projet est garant du bon déroulement des prestations.

Il assure les relations avec le prestataire. Son nom ainsi que ses coordonnées seront communiqués au prestataire au début de l'exécution du marché.

Plus généralement, l'OFB s'engage à maintenir, tout au long de l'exécution des prestations, une collaboration active et régulière avec le titulaire.

ARTICLE 23 – SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur (cf. articles R. 2393-24 et suivants du code de la commande publique).

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 30 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

ARTICLE 24 – ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Ces dispositions valent également en cas de sous-traitance.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation et ce contrat, le cas échéant actualisé afin de permettre la prise en charge des risques encourus, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 25 – RESILIATION DU MARCHÉ

Les stipulations du CCAG-PI, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 31 CCAG-PI, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 32 CCAG-PI, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 30 CCAG-PI.

Le pouvoir adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 33 CCAG-PI.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation unilatérale du marché pour motif d'intérêt général, prononcée par le pouvoir adjudicateur, ouvre droit à indemnité dans les conditions prévues par l'article 36 du CCAG-PI.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-6 à 2143-10 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

ARTICLE 26 – ARRÊT DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

En application de l'article 20 du CCAG-PI, la décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

ARTICLE 27 – DROIT ET LANGUE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents. Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 28 – REGLEMENT DES LITIGES

Le règlement de litiges liés à l'exécution du présent marché fera l'objet d'une tentative de règlement devant le comité consultatif de règlement amiable des litiges (C.C.R.A.), dans les conditions prévues à l'article R2197-1 et suivants du Code de la commande publique.

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur pour le même objet.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, la juridiction compétente sera celle du ressort d'appartenance du siège du pouvoir adjudicateur contractante :

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy - 75 181 Paris
Tél. : 01-44-59-44-00 / Fax : 01-44-59-46-46
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Néanmoins, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (article R. 2197-1 du Code de la commande publique).

Ce dernier peut être saisi de tout différend ou litige survenu au cours de l'exécution d'un marché public. Il recherche les éléments de fait et de droit, en vue d'une solution amiable et équitable.

Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux Marchés Publics⁴

Direction des Affaires Juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau du conseil aux acheteurs
Bâtiment Condorcet
6 rue Louise WEISS
Télédoc 353
75703 PARIS Cedex 13
Téléphone : 01.44.97.03.20 / Télécopieur : 01.44.97.06.46
Courriel : ccnra@finances.gouv.fr

Conformément aux articles R. 2197-23 et R. 2197-24 du Code de la commande publique, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, il est également possible de consulter le Médiateur des entreprises dont l'intervention est aussi gratuite :

<http://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tous recours ultérieurs pour le même objet.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

A défaut, le tribunal administratif de Melun est seul compétent.

⁴ La saisine du Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux marchés publics, ainsi que son instruction, est gratuite.

Tribunal Administratif de Melun
43, rue du Général de Gaulle
Case postale n° 8630
77008 Melun Cedex
Téléphone : 01 60 56 66 30
Télécopie : 01 60 56 66 10
Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr
Site internet : <http://melun.tribunal-administratif.fr/>

ARTICLE 29 – PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE

Le titulaire devra produire tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à son terme :

- 1) le cas échéant, les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ;
- 2) une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de six mois ;
- 3) la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

ARTICLE 30 – DEROGATION AU CCAG-PI

Les dérogations sont les suivantes :

Article du CCAP	Article du CCAG-PI
7 – Documents contractuels	4
15 – Remplacement des intervenants	3.4.3
21-1 – Pénalités pour retard d'exécution	14.1

* * *